

**ENQUETE SUR LES CONDITIONS DE VIE
DES MENAGES APRES LE SEISME
(ECVMAS HAITI 2012)**

**RAPPORT SUR LE DEROULEMENT
DES OPERATIONS DE COLLECTE DE DONNEES
SUR LE TERRAIN**



HAITI



JUILLET 2013

Période concernée : du 10 Août 2012 au 05 Janvier 2013

Préparé/Rédigé par Guy Oswald OBAMA -Consultant international
(en charge de la coordination des activités de terrain)

TABLE DES MATIERES

1/- INTRODUCTION	3
2/- DEROULEMENT DES OPERATIONS DE COLLECTE DES DONNEES SUR LE TERRAIN	3
2.1/- TRAVAIL DANS LES SDE ALLOUEES	3
2.2/- RESSOURCES LOGISTIQUES	5
2.3/- RESSOURCES HUMAINES	5
2.4/- RESSOURCES FINANCIERES	5
2.5/- STRATEGIE D'ENQUETE	5
3/- RESULTATS OBTENUS	6
4/- DIFFICULTES RENCONTREES & SOLUTIONS MISES EN OEUVRE	6
5/- CONCLUSION	7

1/- INTRODUCTION

L'Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages Après le Séisme - ECVMAS HAITI 2012, réalisée par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI) - en partenariat avec la Banque Mondiale (BM) et le centre de recherche français « Développement, Institutions et Mondialisation (DIAL) », a pour objectif de collecter des données fiables sur les conditions de vie des ménages – principalement celles portant sur les caractéristiques sociodémographiques ; le logement ; la situation d'emploi ; l'activité principale/secondaire, les revenus d'activités agricoles et/ou non agricoles, le chômage ; la consommation et les dépenses ; les transferts reçus/versés ; les chocs et stratégies de survie ; l'évaluation des programmes d'assistance et des priorités ; la perception de la pauvreté du ménage. Ces informations sont critiques pour :

- mesurer l'impact du séisme sur le marché du travail et les conditions de vie des ménages y compris le niveau de pauvreté ;
- mesurer le progrès réalisés dans la recherche de l'atteinte de certains objectifs du millénaire pour le développement (OMD) ;
- permettre la mise à jour des indicateurs sociaux utilisés dans la formulation des politiques publiques visant à améliorer les conditions de vie des populations ;
- fournir des données relatives à plusieurs domaines importants pour Haïti sans nécessairement mettre en œuvre d'autres enquêtes spécifiques.

Le présent rapport récapitule le déroulement des opérations de collecte des données sur le terrain : celles-ci ont eu lieu entre le 10 Août 2012 et le 05 Janvier 2013 et ont permis l'administration du questionnaire à 4,980 ménages répartis dans 500 SDE, en accord avec le plan d'enquête. Suites à l'apurement effectué conjointement par les trois partenaires, la décision a été prise d'éliminer 29 ménages de la base de données pour cause d'anomalies ou questionnaires incomplets. La taille totale de l'échantillon après apurement (avant analyse) est donc de 4951 ménages¹.

A souligner que 42 SDE ont subi des remplacements, soit 67 ménages remplacés et la SDE 193 n'a pas été enquêté entièrement, il manque 5 ménages. A ce stade, on a donc 72 ménages de l'échantillon initial qui n'ont pas été du tout interrogés, soit parce que le logement repéré lors du dénombrement n'est plus un logement, soit parce que le ménage était absent au moment de l'enquête, soit par rejet de l'enquête

2/- DEROULEMENT DES OPERATIONS DE COLLECTE DES DONNEES SUR LE TERRAIN

2.1/- TRAVAIL DANS LES SDE ALLOUEES

Le travail de terrain a été réalisé de la façon suivante :

- ⇒ Assignation des SDE aux équipes ;
- ⇒ Transmission des cartes des SDE aux superviseurs ;
- ⇒ Communication de la liste des ménages à enquêter ;
- ⇒ Une fois arrivé dans la SDE - munis des informations sus mentionnées, le superviseur accompagné de l'agent sensibilisateur - voire d'un guide recruté en cas de besoin - effectue une première visite de terrain (reconnaissance de la SDE affectées à l'équipe ; identification et sensibilisation des ménages sélectionnés + introduction de l'agent devant interviewé le ménage et/ou prise de rendez-vous si nécessaire avant de commencer l'entrevue). Par la suite chaque agent enquêteur interroge en moyenne deux ménages dans chaque SDE ;

A souligner que chaque guide recruté a perçu une frais de 250 gourdes (moins de 6 dollars américains) en guise de « dédommagement/remerciement » ;

- ⇒ La prise des coordonnées GPS du logement du ménage interviewé est effectuée par le superviseur qui a ainsi la possibilité de visiter chaque ménage et de superviser le travail des agents sous sa responsabilité ;

¹ Les notes techniques concernant l'apurement sont disponibles sur demande.

- ⇒ Des cartes DIGICEL d'une valeur de 50 gourdes ont été distribuées aux ménages interviewés moyennant décharge ;
- ⇒ Des lettres d'information et de demande d'appui aux équipes de terrain - en cas de besoin – ont été adressées par l'IHSI à la plupart des autorités locales et confiées aux bons soins des superviseurs : cela a grandement facilité les contacts avec ces autorités locales qui ont souvent mis, sur le terrain, un logement à disposition des équipes ;
- ⇒ En vue de faciliter la communication entre les agents et/ou d'autres personnes non inclus dans le réseau CUG² de l'ECVMAS, une dotation de 150 gourdes de crédit téléphonique par SDE a été allouée aux équipes - tout au long de l'enquête ;

S'agissant du déroulement des opérations de collecte de ces données sur le terrain dans le temps, cinq grandes phases les ont caractérisées :

- ⇒ **Première phase** : elle va du 10 Août au 10 Septembre 2012.
La collecte des données a pu être effectuée dans 94 SDE réparties dans 3 départements - celui du Centre (zone du Haut plateau), celui du Nord-Est et celui du Nord.
A souligner que la collecte des données a été perturbée pendant 2 ou 3 jours du fait du passage de l'Ouragan Isaac. Par ailleurs, un des véhicules affectés à la collecte a été sérieusement endommagée suite à son implication dans un accident au Cap-Haïtien (Nord), un arrangement financier à l'amiable a été négocié sous les auspices d'un juge de paix qui a estimé que le chauffeur de l'ECVMAS était manifestement en tort du fait de sa méconnaissance évidente des règles de conduite en vigueur dans cette ville.
Les équipes ont ensuite regagnées Port-au-Prince où elles ont eu droit à 2 ou 3 jours de repos : ce qui leur a permis de se reposer et aux véhicules de passer au garage pour s'assurer de leur maintenance appropriée.
- ⇒ **Deuxième phase** : elle va du 11 Septembre au 05 Octobre 2012.
La collecte des données a pu être effectuée dans 130 SDE réparties dans 4 départements - celui de la Grand'Anse, du Sud, des Nippes et du Sud-Est.
Les équipes ont ensuite regagnées Port-au-Prince où elles ont eu droit à 2 ou 3 jours de repos : ce qui leur a permis aussi, entre autres, de percevoir leur rémunération.
A souligner que le coordonnateur des opérations de collecte de données a dû préfinancer sur fonds propres - pendant plusieurs semaines - l'acquisition du carburant pour tous les 17 véhicules de collecte afin de faire face à quelques retards administratifs et éviter un allongement des opérations de terrain dans le temps ainsi que les surcoûts d'opérations qui en aurait découlés. A titre d'information, un mois d'enquête coûtait au minimum \$170,000 US (60% pour la rémunération des agents de terrain, 30% pour la location des véhicules et 10% pour les autres frais divers).
- ⇒ **Troisième phase** : elle va du 06 Octobre au 06 Novembre 2012.
La collecte des données a pu être effectuée dans 146 SDE réparties dans 3 départements - celui du Nord-Ouest, de l'Artibonite et de l'Ouest.
A souligner que la collecte des données a été perturbée pendant 4 à 7 jours du fait du passage de l'Ouragan Sandy.
Deux véhicules affectés à la collecte des données et transportant des équipes ont eu des accidents graves : dans un cas, le véhicule a été totalement détruit et c'est un miracle si les agents s'en sont sortis sans blessures graves. Les frais inhérents aux examens et soins de santé des agents accidentés ont été entièrement pris en charge sur fonds propres par le coordonnateur des opérations sur le terrain.
- ⇒ **Quatrième phase** : elle va du 07 Novembre au 06 Décembre 2012.
La collecte des données a pu être effectuée dans 102 SDE réparties dans 3 départements - celui du Nord-Ouest, de l'Artibonite et de l'Ouest.
A souligner que le démarrage de cette 4^e phase a été retardé d'une semaine du fait d'un retard de paiement des agents (qui rechignaient à retourner sur le terrain si on ne leur versait pas leur dû).
Par ailleurs, tenant compte de la particularité de la situation de Port-au-Prince, il y a eu une réduction des ressources affectées à la collecte des données. Cette réduction a concerné le nombre de véhicules/chauffeurs (de 17 à 10) ainsi que les 17 sensibilisateurs arrivés en fin de contrat et dont le travail

² Closed User Group ou Groupe fermé d'utilisateurs : ce plan permet aux utilisateurs de téléphones mobiles faisant partie d'un groupe prédéfini de faire gratuitement des appels à l'intérieur de ce groupe moyennant un tarif préférentiel payable en fin de mois.

n'a pas été globalement remarquable sur le terrain (ce sont les agents enquêteurs et les superviseurs qui ont la plupart du temps directement fait le travail de sensibilisation auprès des ménages et même de localisation/repérage des ménages sélectionnés).

⇒ **Cinquième phase** : elle va du 07 Décembre 2012 au 05 Janvier 2013.

La collecte des données a pu être effectuée dans 28 grappes/SDE de l'Aire métropolitaine (Ouest), de l'Artibonite et du Nord-Ouest.

Par ailleurs, tenant compte du peu de SDE restant à couvrir, il y a eu une réduction des ressources affectées à la collecte des données. Cette réduction a concerné le nombre de véhicules/chauffeurs (de 10 à 4) et d'équipes (de 17 à 5).

Il s'est agi au cours de cette phase d'achever le travail de collecte dans les SDE restantes (Camps et SDE) – tenant compte des retards observés dans la transmission des listes de ménages restant à enquêter.

Entre le 25 Décembre 2012 et le 05 Janvier 2013, la collecte n'a concerné que 2 SDE du fait de la grande réticence des ménages concernés à participer à l'enquête.

2.2/- RESSOURCES LOGISTIQUES

Pour la collecte de données, les ressources logistiques suivantes ont été allouées aux équipes : une voiture, une génératrice, des torches et des batteries, un kit pour chaque agent enquêteur et superviseur comprenant un sac, une tablette, des plumes, des crayons, des gommes, des aiguisoirs, un kit pour l'agent sensibilisateur et le chauffeur, un kit de premier soin, etc.

L'allocation d'une voiture par équipe a rendu nécessaire le suivi approprié de l'entretien du véhicule ainsi que de la consommation/utilisation du carburant et autres matériels.

2.3/- RESSOURCES HUMAINES

De manière générale, la collecte des données a été effectuée par 17 équipes de 7 personnes chacune (1 superviseur, 4 enquêteurs, 1 sensibilisateur et 1 chauffeur)³ : ces ressources ont été ajustées/réduites à mesure que l'enquête tirait à sa fin.

2.4/- RESSOURCES FINANCIERES

Six mille (6,000) gourdes est la somme allouées aux superviseurs pour alimenter la petite caisse servant à acheter le carburant sur le terrain, à la réparation de pneu du véhicule en cas de panne, au lavage du véhicule, à payer les frais de guide et faire face à toutes autres dépenses éligibles suivant le protocole de l'enquête. Ce montant est renouvelable sur pièce justificative à chaque fois qu'il était estimé que l'équipe était presque à bout de ressources.

2.5/- STRATEGIE D'ENQUETE

La stratégie d'enquête, préparée avant la phase de collecte et décrite dans le document portant le même nom⁴, a été globalement suivie dans son ensemble.

Il n'en demeure pas moins qu'il y a eu quelques fois entorse à la règle tenant compte des réalités du terrain. Ainsi, par exemple :

- ⇒ Le nombre exacte d'interviews réalisés avec la version Papier et saisie après sur la tablette ne peut être déterminé avec certitude, le suivi approprié qui aurait dû en découler n'ayant pas été correctement effectué avec les superviseurs ; cependant, nous pensons qu'environ 2% des interviews auraient été faite sur Papier.
- ⇒ Les contrôles de qualité n'ont pu être effectués de façon systématique comme cela aurait dû l'être. Les superviseurs n'ont pas toujours su utiliser à bon escient ou interpréter correctement les rapports de qualité incorporés dans la tablette, le système de transmission des données n'a pas bien fonctionné, un premier jeu de scripts de contrôles de qualité au niveau central n'ont été rendus disponibles qu'un mois après le démarrage des opérations sur le terrain, etc.
- ⇒ Tenant compte de leur faible maîtrise du protocole de l'ECVMAS, de l'application CAPI ainsi que des divergences avec le coordonnateur de terrain sur la manière de remplir leur mission, les contrôleurs n'ont pas pu pleinement jouer leur rôle et le nombre de visites/contre-visite, retour sur le terrain, a été faible voir

³ Il y aura 1 chauffeur de plus qui conduira un véhicule de liaison ainsi qu'un sensibilisateur de plus pour l'Aire Métropolitaine de Port-au-Prince.

⁴ La stratégie d'enquête est disponible sur demande.

nulle par endroit – sans oublier aussi le fait que le système de contrôle de qualité n’a pas fonctionné comme il se devait.

S’agissant de la gestion des cas de non réponse, elle l’a été conformément à la stratégie définie. Autrement dit :

- lorsque qu'aucun des répondants identifiés comme aptes à répondre n’était présent et qu’il était certain qu’ils ne le seront pas pour l’ensemble du temps de l’enquête dans la grappe/SDE (pour cause de logement vacant, personne absente, meilleur répondant absent, les autres répondant adultes possible ne sont pas disponible, le refus), l’enquêteur en a informé son superviseur ;
- le superviseur a ensuite vérifié la véracité de cette information et a immédiatement informé le coordonnateur des opérations sur le terrain qui, selon les situations, a parfois autorisé ou refusé le remplacement par un ménage de la liste de réserve.
- le superviseur après avoir procédé au remplacement du ménage concerné avec l’aval du coordonnateur des opérations sur le terrain a transmis un rapport permettant d’assurer le suivi des remplacements et de la non réponse⁵. Toutefois, ce rapport ne contient pas les différentes dates et heures de passages/visites du superviseur ou de ses agents dans le ménage.

Nous ne pensons pas qu’il y ait eu des abus significatifs dans la gestion des cas de non réponses car, comme indiqué en introduction de ce rapport, seuls 67 ménages ont été remplacés (soit moins de 2% des ménages enquêtés) - ces remplacements ont concernés 42 SDE (soit 8.4% des SDE de l’échantillon).

3/- RESULTATS OBTENUS

Nonobstant les difficultés, problèmes et autres entorses, la collecte des données s’est déroulée de manière globalement satisfaisante.

Toutes les 500 SDE ont ainsi pu être visitées et 4980 ménages interrogés. En outre, les contrôles de qualité effectués à posteriori ont globalement conclu à la qualité satisfaisante des données collectées - bien vrai que quelques problèmes ont été relevés et ne concernent qu’à peine 1% des ménages et moins de 3% des données contenues dans les différentes bases.

4/- DIFFICULTES RENCONTREES & SOLUTIONS MISES EN OEUVRE

Etant données la complexité du travail de terrain, plusieurs difficultés ont été rencontrées, mais à chaque fois une stratégie permettant de la surmonter a été mise en œuvre. Brièvement, un point va être fait sur les différentes difficultés rencontrées pendant cette période de collecte en considérant comme indice :

- **L’environnement de la SDE :**
Le travail dans certaines SDE s’est parfois révélé difficile. Parmi les problèmes, on énumère par exemple les difficultés rencontrées par les équipes pour trouver un endroit où loger, les préoccupations de certaines communautés locales liées au fait que des gens du milieu ne soient pas embauchés pour faire ce travail de collecte de données, la précarité de la situation sécuritaire de certaines SDE.
En termes de solution, il a fallu faire preuve de pédagogie et expliquer le processus de recrutement aux communautés, le temps passé à suivre une formation pour effectuer ce travail, etc. Egalement, les équipes ont dû souvent faire preuve d’une grande prudence et d’un grand tact en y réalisant le travail dans les SDE «difficiles » et d’une grande flexibilité quant au logement sur le terrain.
- **Les ménages :**
La réticence de certains ménages à participer - au motif qu’à chaque fois et régulièrement, l’on effectue des enquêtes au sein de leur communauté sans que cela donne lieu à un quelconque projet concret visant à les aider. Il a fallu prendre beaucoup de temps pour convaincre ces ménages et leur expliquer l’importance de cette enquête et leur intérêt à faire valoir leur point de vue en y participant - de même, il a souvent fallu prendre le temps de se familiariser avec eux et de les laisser exprimer leurs frustrations.
- **La tablette :**
Certains agents enquêteurs ont eu des difficultés à s’adapter à sa programmation au démarrage de l’enquête. Quelques cas de bugs ont aussi été relevés et corrigés en cours de route.

⁵ Ce fichier de suivi des remplacements et de la non réponse est disponible sur demande.

- **L'état des routes :**

En Haïti, la majorité des routes sont en terre battue - principalement dans les sections communales, car beaucoup d'habitations et localités constituant une SDE n'ont pas de route de pénétration. Dans certaines zones de difficile accès les équipes ont dû marcher pendant plus de 6 heures de temps en grim pant les mornes pour y arriver.

- **La cartographie et le recensement :**

Dans certaines zones, il y a eu des difficultés liées à des problèmes d'actualisation cartographique des SDE. Il a été agréé que le numéro du logement primerait sur le nom du ménage, dans le cas les deux ne corresponde pas à l'information contenue dans les listes de dénombrement. Dans le cas où le numéro du ménage serait introuvable, le nom du chef de ménage serait dans ce cas privilégié. A signaler aussi que, après le passage du cyclone ISAAC, le code d'identification apposé sur le logement de certains ménages a disparu, alors que dans s'autres cas certains ménages ont intentionnellement effacé ces numéros parfois inscrits en leur absence.

- **La gestion des équipes :**

La coexistence d'individus qui ne se connaissent pas avant l'enquête, qui ont des attitudes et comportements différents et qui doivent se mettre ensemble, au sein d'une équipe, pour réaliser un tel travail de collecte donne souvent lieu à des dissensions à même de conduire des implosions/explosions susceptibles de compromettre le bon déroulement des opérations. ECVMAS n'a pas échappé à cette règle. Pour pouvoir garantir le succès de ce travail, il a fallu ainsi instaurer, dès le départ, une discipline ainsi qu'une grande rigueur doublée d'une supervision rapprochée et permanente sur le terrain.

5/- CONCLUSION

Au regard du déroulement de l'ECVMAS, nous pensons que l'utilisation des tablettes combinées à (i) une maîtrise appropriée des concepts/programmes associés et de la logistique nécessaire y afférente ; (ii) une formation appropriée des agents de terrain (durée cinq semaines); (iii) une bonne supervision rapprochée et permanente ; (iv) une bonne coordination aussi bien administrative que technique ont largement contribué à l'obtention des résultats satisfaisants de cette enquête.